



À la recherche de la passion pour la démocratie directe

Andreas Gross, Atelier pour la démocratie directe, Saint-Ursanne

Il y a une semaine, le plus grand journal dominical de Suisse alémanique, le *Sonntags-Blick*, se désolait du manque de participation aux élections cantonales bernoises ainsi qu'à l'élection des autorités d'une douzaine de villes zurichoises de taille moyenne. Il déplorait la dystopie des «élections sans électeurs» et il se demandait «où est la passion pour notre démocratie».

Si le *Sonntags-Blick* avait eu un télescope et l'avait dirigé au-delà des frontières linguistiques, il aurait découvert un autre regard passionné sur la démocratie directe en Suisse, porté bien loin de Zurich, à Genève, au bout du lac: un jeune avocat et employé de l'État genevois épris de démocratie a écrit un petit livret rouge au titre à la fois pathétique et légèrement trompeur: *Au cœur de la démocratie suisse*.

Dans son livre, Marceau Schroeter ne s'intéresse guère à l'activité politique au Palais fédéral ou à l'analyse de ce qui sort des urnes, ni au Grütli ou à l'action des grands partis. Le livre de Schroeter ressemble au scénario d'un film sur le «moment démocratique» vécu par un professeur genevois passionné et qui dure tout un dimanche de vote. Avec ses 15 élèves, il étudie les outils les plus importants de la démocratie directe (référendums obligatoires et facultatifs, initiatives populaires et contre-propositions parlementaires), les pères fondateurs de la démocratie directe (de Rousseau à Condorcet en passant par Henri Druey), l'héritage de la Révolution française. Il jette un regard sur la genèse de la démocratie directe au XIX^e siècle avec l'apparition du veto à Saint-Gall (1831), du référendum

à Bâle-Campagne (1833) et du droit d'initiative à Lausanne (1846), autant d'innovations qui ont gagné la Berne fédérale en 1874 et 1891. Il étudie encore quelques votations populaires spectaculaires au niveau fédéral et à Genève ainsi que leur «exportation» aux États-Unis dans la moitié des États américains.

Schroeter met en évidence cinq éléments de la culture politique suisse: une société civile forte, l'encouragement de l'engagement citoyen, des décisions politiques légitimes, la responsabilité du citoyen et des autorités bien connectées avec les citoyens. Il les fait expliquer et clarifier par ses élèves, initialement sceptiques mais de plus en plus engagés au cours de leur journée d'apprentissage.

Il les invite également à réfuter les principales objections des opposants élitistes à la démocratie directe, selon lesquelles le peuple est incompetent, égoïste, irrationnel ou tout simplement paresseux à l'égard de la démocratie directe qui, comme on le sait, n'est pas une alternative mais une extension de la démocratie représentative.

Schroeter n'est pas totalement en mesure d'expliquer pourquoi la démocratie directe le passionne tant et pourquoi il veut convaincre de cet intérêt ses étudiants et ses lecteurs. Mais, à la fin de son livre, il écrit: «La démocratie directe demande des efforts à ses citoyens, mais pour quelle satisfaction! En tant qu'initiateur ou référendaire, en tant que votant ou en tant qu'observateur attentif des débats politiques, quelle que soit l'issue d'une votation, en participant, en donnant corps à votre rôle de citoyen, vous en ressortirez tout le temps gagnants.»

Marceau Schroeter est né à Arlesheim en 1986. Il a vécu ses premières années à Mettembert puis à Delémont, ville qu'il a quittée à la fin 1990 pour le canton de Vaud. Il a étudié le droit et les sciences de la communication à l'Université de Genève avec le professeur Andreas Auer, entre autres. Il est un des hauts responsables de l'administration genevoise, actuellement en congé parental. Il est le fondateur et président de l'association Pop démocratie (www.popdemocratie.ch), dont le but est d'expliquer la démocratie suisse.

«La société suisse est politiquement très dynamique. Ce pays est comme un paquet de pop-corn dont les grains éclatent au rythme des votes populaires. Le nombre de débats, prises de position, réflexions et questionnements que les initiatives populaires et les référendums engendrent est énorme. Si nous y ajoutons les élections fédérales, cantonales et communales, nous obtenons une explosion d'échanges et de débats d'idées, bref un pays qui fait POP!»